

Bernard Lahire

Professeur de sociologie à l'ENS de Lyon

Le savant et les politiques

À quoi servent les sciences sociales ?*

Dans un temps où les chercheurs sont de plus en plus souvent sommés de « prouver » leur « utilité » publique en étant invité à s'adresser au « grand public », à vulgariser leurs travaux, voire à les médiatiser, je voudrais commencer mon propos en citant un mot d'Ernest Renan. Ce dernier écrivait en 1864 :

« Si un jour, les contribuables, pour admettre l'utilité du cours de mathématiques transcendantes au Collège de France, devaient comprendre à quoi servent les spéculations qu'on y enseigne, cette chaire courrait de grands risques. » (E. Renan, *L'Instruction supérieure en France*)

Au cours de cette conférence, je vais m'efforcer d'apporter un début de réponse à deux questions :

- 1) À quoi servent les sciences sociales ?
- 2) Quid de l'engagement public des chercheurs en sciences sociales ?

« Une science empirique, écrivait Max Weber, ne saurait enseigner à qui que ce soit ce qu'il *doit* faire, mais seulement ce qu'il *peut* et – le cas échéant – ce qu'il *veut* faire. » (M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket, Agora, 1992, p. 125).

* Texte de conférence rédigé pour la Journée de remise du Prix lycéen 2012 du livre de Sciences Economiques et Sociales à ENS de Lyon le 21 novembre 2012.

À quoi servent les sciences sociales ?

Les tableaux des réalités sociales que nous brossent les sciences sociales ont comme ambition première de produire une connaissance la plus rationnelle et la plus juste possible de l'état du monde social. Ils peuvent évidemment rendre plus conscients des complexités et des subtilités de l'ordre social des choses ceux qui entendent mettre en œuvre des politiques de démocratisation sociale, scolaire ou culturelle ou des politiques de réduction des inégalités sociales et économiques. Mais il serait vain de vouloir *déduire* de ces connaissances scientifiques une ligne ou un programme politique bien spécifique. On peut dire, de manière imagée, que la découverte scientifique de notre système solaire a rendu possible de multiples progrès technologiques mais n'a jamais dicté la conduite qu'il fallait adopter à l'égard cette réalité.

Concernant l'école par exemple, les travaux mondialement connus de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron sur les inégalités sociales en matière d'accès au savoir ou à la culture (*Les Héritiers* et *La Reproduction*) ont donné lieu à des interprétations et à des « traductions » politiques très différentes.

Elles ont en effet parfois inspiré des lignes réformistes très ciblées, portées par l'idée selon laquelle il fallait créer un enseignement du « contre-handicap ». Pour contrarier la reproduction des inégalités sociales à travers l'École, on a pensé qu'il fallait compenser les handicaps sociaux de départ par des *pédagogies du contre-handicap*. Il fallait installer, à tous les niveaux de la scolarité, une *pédagogie rationnelle* adaptée au rattrapage culturel et linguistique des enfants issus des milieux économiquement et culturellement les plus déshérités. La création en France, dans les années 1980, des Zones d'éducation prioritaire, fondée sur l'idée qu'il fallait *donner plus* (de temps, de moyens matériels et humains, etc.) à *ceux qui ont le moins* (ceux qui étaient socialement *les moins dotés*), allait dans ce sens.

D'autres ont déduit des mêmes travaux qu'il fallait, pour éviter la relégation massive d'élèves issus des milieux populaires, *diversifier les formes d'excellence* et

ne pas rester enfermé dans un modèle étroit de sélection par les matières les plus nobles du moment (latin, mathématiques, etc.). Plutôt que de s'acharner à vouloir évaluer tous les élèves à l'aune d'un seul étalon de mesure (privilégiant généralement les capacités d'abstraction, de formalisation, etc.), certains réformateurs pensaient qu'il fallait notamment valoriser les cultures techniques, technologiques, l'apprentissage professionnel, pratique ou artisanal en insistant sur la pluralité des formes d'intelligence et d'excellence.

D'autres enfin, s'appuyant toujours sur la même analyse des rapports des différentes classes sociales au système scolaire, pouvaient en déduire, dans les années 1970, que c'est la structure inégalitaire du monde social qu'il fallait *révolutionner* et que tout progrès en matière d'accès au savoir et à la culture dépendait de la capacité à « changer les rapports sociaux ». Seule une « société sans classes » pouvait déboucher sur une réduction réelle des inégalités culturelles.

À travers cet exemple historique, on voit bien que se pose la question des rapports entre « le savant et le politique » (pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre du sociologue allemand Max Weber) ou entre les savants et les politiques. Plus généralement, ce qui est mis en question ici, c'est l'utilité sociale ou politique des sciences sociales.

À quoi et à qui servent les sciences sociales ? Les sciences sociales doivent-elle nécessairement « servir » à quelque chose ou à quelqu'un ? Et si les sciences sociales doivent avoir une quelconque utilité, quelle doit en être la nature :

- politique (chercheur-expert, chercheur-conseiller du prince, chercheur donnant des armes de luttés aux dominés de toute nature),
- thérapeutique (les sciences sociales comme socio-analyse et moyen de diminuer les souffrances individuelles par la compréhension du monde social et de ses déterminismes),

- cognitive-scientifique (les sciences sociales en tant que savoirs n'ayant d'autres objectifs que celui d'être le plus vrai possible) ?

Voilà une série de questions qui tournent autour de l'utilité et de l'inutilité effectives ou souhaitées des sciences sociales à laquelle les chercheurs sont à tout moment inévitablement confrontés.

Étant donné qu'elles portent le plus souvent leur attention sur leur propre société et sur des faits qui sont contemporains ou qui ont des répercussions dans le monde contemporain, étant donné qu'elles remplissent souvent des fonctions critiques, et que leurs résultats sont très souvent lisibles par les « objets » même de leurs recherches, les sciences sociales sont des sciences souvent forcées de passer autant de temps à expliquer et à justifier leur démarche et leur existence qu'à livrer les résultats de leurs analyses.

La situation singulière des sciences sociales est donc tout particulièrement inconfortable. Car non seulement il est épuisant d'avoir sans arrêt à répondre à la question « à quoi ça sert ? », mais le plus gênant réside sans doute dans le fait que la réponse « ça ne sert à rien » est souvent déjà dans l'esprit de celui qui pose une telle question. C'est pour cela que tout chercheur qui prétend faire œuvre scientifique et, par conséquent, défendre son indépendance d'esprit contre toute imposition extérieure à la logique de son métier, est amené un jour ou l'autre à défendre sa liberté à l'égard de toute espèce de demande sociale (politique, religieuse, économique, bureaucratique...).

Ces mises à distance des demandes d'utilité prennent des formes différentes selon les auteurs et les contextes. Par exemple, Émile Durkheim, fondateur français de la sociologie, pouvait insister sur l'indifférentisme de principe que doit adopter la sociologie vis-à-vis des conséquences pratiques de ses découvertes lorsqu'il établissait une différence nette entre sociologie de l'éducation (qui dit « ce qui est ») et théories pédagogiques (qui déterminent « ce qui doit être ») :

« La science, écrivait-il, commence dès que le savoir, quel qu'il soit, est recherché pour lui-même. Sans doute, le savant sait bien que ses découvertes seront vraisemblablement susceptibles d'être utilisées. Il peut même se faire qu'il dirige de préférence ses recherches sur tel ou tel point parce qu'il pressent qu'elles seront ainsi plus profitables, qu'elles permettront de satisfaire à des besoins urgents. Mais en tant qu'il se livre à l'investigation scientifique, il se désintéresse des conséquences pratiques. Il dit ce qui est ; il constate ce que sont les choses, et il s'en tient là. Il ne se préoccupe pas de savoir si les vérités qu'il découvre seront agréables ou déconcertantes, s'il est bon que les rapports qu'il établit restent ce qu'ils sont, ou s'il vaudrait mieux qu'ils fussent autrement. Son rôle est d'exprimer le réel, non de le juger. » [DURKHEIM É., *Éducation et sociologie* (1938), PUF, Quadrige, Paris, 1989, p. 71].

Le chercheur peut aussi résister à l'appel de l'utilité (rentabilité) économique des savoirs. Comme l'écrivait Raymond Aron dans sa préface à la traduction de l'ouvrage de Thorstein Veblen, *The Theory of the Leisure Class*,

« la curiosité sans autre souci que la connaissance, sans autre discipline que celle qu'elle s'impose à elle-même, sans considération de l'utilité qui, dans la civilisation pragmatique et pécuniaire, demeure celle de quelques-uns et non de tous, cette curiosité livrée à elle-même offre une garantie contre le despotisme de l'argent, une chance de progrès et de critique » [Aron, 1978, p. XXIII].

Il peut enfin voir ce que l'« utilité » peut cacher de servilité à l'égard des dominants (politiquement, culturellement, religieusement, économiquement...) et considérer que la production de vérités sur le monde social va souvent à l'encontre des fonctions sociales de légitimation, de justification des pouvoirs (et des politiques) qu'on peut vouloir faire jouer aux sciences sociales :

« Aujourd'hui, déclarait en 1980 le sociologue Pierre Bourdieu, parmi les gens dont dépend l'existence de la sociologie, il y en a de plus en plus pour demander à quoi sert la sociologie. En fait, la sociologie a d'autant plus de chances de décevoir ou de contrarier les pouvoirs qu'elle remplit mieux sa fonction proprement scientifique. Cette fonction n'est pas de servir à quelque chose, c'est-à-dire à quelqu'un. Demander à la sociologie de servir à quelque chose, c'est toujours une manière de lui demander de servir le pouvoir. Alors que sa fonction scientifique est de comprendre le monde social, à commencer par les pouvoirs. Opération qui n'est pas neutre socialement et qui remplit sans aucun doute une fonction sociale. Entre autres raisons parce qu'il n'est pas de pouvoir qui ne doive une part – et non la moindre – de son efficacité à la méconnaissance des mécanismes qui le fondent. » [BOURDIEU P. (1980), *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, p. 23-24].

Contre les injonctions multiformes de production d'un « savoir utile », les savants ont toujours eu à lutter pour la « curiosité gratuite » ou la « recherche de la vérité » en elle-même et pour elle-même.

En même temps, on ne peut s'empêcher de penser que derrière nombre de réactions fortes face aux injonctions à être « utiles » et « à servir », se cache une défense tacite d'une autre forme d'utilité ; une forme d'utilité supérieure ; supérieure car infiniment plus désintéressée que l'« utilité » que l'on invoque lorsqu'on demande aux chercheurs en sciences sociales de rendre toute une série de services particuliers (d'informations, d'expertises, de conseils ou, pire, de légitimations de telle ou telle action ou de telle ou telle politique).

Le même Durkheim qui défend la recherche désintéressée du savoir « pour lui-même » n'en déclare pas moins ailleurs dans l'introduction de *La Division du travail social* (1895), que « la sociologie ne vaut pas une heure de peine si elle ne devait avoir qu'un intérêt spéculatif ». Et il précise dans ses *Leçons de sociologie* :

« Un peuple est **d'autant plus démocratique** que la délibération, que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques. Il l'est d'autant moins que l'inconscience, les habitudes inavouées, les sentiments obscurs, les préjugés en un mot soustraits à l'examen, y sont au contraire prépondérants. » [É. Durkheim, *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, 1890-1900].

Et il va de soi que, pour lui, les sciences sociales participent pleinement à ce travail de délibération, de réflexion et à cet esprit critique. Il écrit encore que :

« Le savant a le devoir de développer son esprit critique, de ne soumettre son entendement à aucune autre autorité que celle de la raison. » [É. Durkheim, *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, 1890-1900]

Filles de la démocratie, les sciences sociales – qui sont assez logiquement mal aimées des régimes conservateurs et éradiquées par les régimes dictatoriaux –, servent (à) la démocratie et sont soucieuses, le plus souvent, de ne pas servir à autre chose qu'à cela. Car la démocratie a partie liée, dans l'histoire, avec les « Lumières », et notamment avec la production de « vérités sur le monde social » : la vérité des

faits, objectivables, mesurables, qui est, malheureusement, la vérité des inégalités, des dominations, des oppressions, des exploitations, des humiliations...

En l'absence de sciences sociales fortes, et dont les résultats sont le plus largement diffusés, on laisserait les citoyens totalement démunis face à tous les pourvoyeurs (producteurs ou diffuseurs) d'idéologie qui se sont pourtant multipliés au cours des dernières décennies dans des sociétés où la place du symbolique (c'est-à-dire du travail sur les représentations) s'est considérablement étendue. Le rôle des spécialistes de la communication politique (mais il faudrait plutôt parler de « manipulation politique ») ou du marketing, des publicitaires, des sondeurs, des demi-savants, des rhéteurs plus ou moins habiles, bref, de tous les sophistes des temps modernes, n'a cessé de croître, et il est donc tout particulièrement important de transmettre, le plus rationnellement possible et auprès du plus grand nombre, les moyens de déchiffrer et de contester les discours d'illusion tenus sur le monde social.

Les sciences sociales (sociologie, anthropologie, histoire) se sont historiquement construites contre les naturalisations des produits de l'histoire, contre toutes les formes d'ethnocentrisme fondées sur l'ignorance du point de vue (particulier) que l'on porte sur le monde, contre les mensonges involontaires ou délibérés sur le monde social. Pour cette raison, elles sont d'une importance primordiale dans le cadre de la Cité démocratique moderne.

Elles se sont peu à peu imposées à elles-mêmes des contraintes souvent sévères en matière de recherche empirique de la vérité, dans la précision et la rigueur apportées à l'administration de la preuve et se distinguent par là même de tous les commentaires hasardeux sur le monde social. Passant de la philosophie sociale, qui pouvait dissenter de manière générale et peu contrôlée, à la connaissance théoriquement-méthodologiquement armée et empiriquement fondée du monde social, les chercheurs ont ainsi inventé des formes rationnelles de connaissance sur le monde social qui peut légitimement prétendre à une certaine vérité scientifique. Lorsqu'elles sont fondées sur l'enquête empirique (quelle qu'en soient les modalités : travail à partir d'observations, d'entretiens, de données statistiques ou d'archives), les sciences

sociales peuvent ainsi utilement, dans une démocratie, constituer un contrepoids critique face à l'ensemble des discours de sens commun tenus sur le monde social, des plus ordinaires aux plus publics et puissants.

Les engagements des chercheurs en sciences sociales : de quelle nature est l'utilité ?

Pour les défenseurs d'une science sociale autonome, on pourrait dire que, dans le temps et la pratique de son métier, l'engagement et l'indignation sont, d'abord et avant tout, scientifiques avant d'être de nature essentiellement sociale et politique.

On trouve une formulation exemplaire de cette attitude dans un propos de Jean-Claude Passeron :

« Mis à ce rouet de la responsabilité des effets sociaux ou politiques de sa sociologie, le sociologue n'a qu'une échappatoire : c'est d'en finir par une décision carrée, avec toutes ces tempêtes sous un crâne qui le sont aussi dans un verre d'eau, par le choix d'assumer son inconscience politique, en se faisant sourd aux remontrances de droite et de gauche sur sa *political incorrectness*. Une seule solution : tout dire (si on a trouvé quelque chose), tout publier (si on y arrive), quels que soient le lieu et l'heure, quel que soit l'effet conjoncturel plus ou moins pronosticable. La vérité sociologique n'est jamais vraiment mauvaise, même si elle dérange toujours quelqu'un, pas toujours le même : conservateur un jour de la semaine, révolutionnaire le lendemain. [...] Qu'on lui montre du doigt le point où gît l'erreur de raisonnement ou le biais d'observation, rien de mieux : de cela il est responsable par le métier qu'il a choisi. Mais au nom de cette responsabilité, il ne peut faire autrement que de s'assumer du même coup comme irresponsable des effets (politiques ou moraux) de ce qu'il publie : il est sinon déjà entré dans une casuistique de la *political correctness* où au nom de la responsabilité sociale du sociologue il sera vite conduit à raisonner, à parler et à publier sous la dictature d'une hypothétique utilité (ou désutilité) sociale. » [PASSERON J.-C., MOULIN R. et VEYNE P., "Entretien avec Jean-Claude Passeron. Un itinéraire de sociologue", *Revue européenne des sciences sociales*, tome XXXIV, n° 103, 1996, p. 303].

On pourrait dire que les premières (ce qui ne veut pas dire les seules) indignations que devrait ressentir un chercheur de métier sont des indignations scientifiques lorsqu'il tombe – en se relisant ou en lisant ses collègues – sur des erreurs de raisonnements, des contradictions argumentatives, des non-sens logiques, des incohérences entre l'interprétation et le matériau interprété, des maladresses

méthodologiques, etc. Ce n'est pas que le chercheur doive refuser systématiquement d'entrer dans le débat politique ou social, mais que son premier devoir est de viser à réaliser le travail le plus scientifiquement contrôlé possible. Son idéologie professionnelle devrait être celle de l'art pour l'art, de la science pour la science, avant d'être celle de la science en vue de perspectives et d'utilités extra-scientifiques. À la question : « À quoi servent les sciences sociales ? », le chercheur répond alors sereinement : « À rien d'autre qu'à produire des vérités scientifiques sur le monde social ». Le chercheur n'est au service de personne, il est uniquement au service de la vérité chèrement conquise. Dire cela ne signifie pas que les savants doivent être dépourvus de réflexions et d'engagements politiques, éthiques ou sociaux. Cela ne signifie pas non plus que les recherches en sciences sociales devraient être soigneusement déconnectées des questions sociales, morales et politiques de leur époque. On sait bien qu'en fonction de leurs trajectoires, de leurs expériences et de leurs rapports aux valeurs, les chercheurs importent dans leur métier des questionnements, des angles de vue, des préoccupations, et parfois même des colères et des agacements qui leur sont propres.

Les chercheurs plus directement militants peuvent aisément caricaturer la position de ceux qui, essayant de faire le plus correctement possible leur métier, commencent par viser la science avant de regarder ailleurs. Par exemple, c'est avec le même degré de conviction que Pierre Bourdieu pouvait dans un premier temps (à partir d'une conception « art pour l'art » de la sociologie) faire l'éloge du sociologue qui avait fait le choix de « déchirer les adhésions et les adhésions par lesquelles on tient d'ordinaire à des groupes », d'« abjurer les croyances qui sont constitutives de l'appartenance » et de « renier tout lien d'affiliation ou de filiation » [BOURDIEU P. (1982), *Leçon sur la leçon*, Minuit, Paris, p. 8-9] ou faire la critique des intellectuels « qui s'autorisent de la *compétence* [...] qui leur est socialement reconnue pour parler avec autorité bien au-delà des limites de leur compétence technique » [BOURDIEU P. (1980), *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, p. 72] puis, dans un second temps, fustiger les savants qui ont choisi les « facilités vertueuses de l'enfermement dans leur tour d'ivoire » [BOURDIEU P. (2001), *Contre-feux 2*, Raisons d'agir Éditions,

Paris, p. 9]. Quand on sait l'ascétisme, l'effort permanent consenti et la modestie qu'une conscience scientifique suppose, on pourrait dire que la facilité est davantage du côté de la critique (adressée en l'occurrence à un état antérieur de soi). De même, aux (présupposées) « facilités vertueuses » du sociologue concentré sur son métier, peuvent s'opposer les « facilités » de ceux qui quittent le travail fastidieux d'enquête pour « se mêler aux débats [...] du monde journalistique et politique » [BOURDIEU P. (2001), *Contre-feux 2*, Raisons d'agir Éditions, Paris, p. 9].

Mais en définitive, rien n'est facile pour personne – ni pour les chercheurs soucieux de leur autonomie, ni pour les chercheurs voulant entrer réellement en dialogue avec des acteurs politiques ou des militants, ou intervenir avec quelque efficacité dans l'espace public tout en gardant une crédibilité scientifique – et les débats ne devraient pas se réduire à des échanges d'insultes académiques éculées (e. g. l'argument de « la tour d'ivoire »). Néanmoins, pour que les chercheurs qui ont quelques bonnes raisons de résister à tout engagement un peu durable et ceux qui veulent s'engager avec quelques bonnes raisons de penser pouvoir apporter quelque chose de spécifique à l'action politique et sociale, puissent se rapprocher, il faudrait qu'ils débattent sérieusement des difficultés concrètes du passage de la pertinence et de la compétence scientifiques à l'utilité sociale et politique.

Par exemple, ceux qui ont d'emblée une visée politique, idéologique, morale au moment de leur travail d'enquête et qui gardent en permanence un œil rivé sur les fonctions sociales ou les services que pourrait rendre leur travail, ont parfois bien du mal à ne pas confondre le savant et le politique en eux : en se retenant de tenir des propos qui pourraient être jugés, par soi-même et par d'autres, politiquement incorrects, en évitant d'être trop démobilisateur dans la mesure où la logique de l'action suppose une foi sans faille (alors même que la logique de la connaissance peut entraîner parfois vers un certain désenchantement du monde), en allant un peu plus vite en besogne interprétative face aux données empiriques parce que la conviction politique – qui est déjà là, avant enquête et avant interprétation des données de l'enquête – les guide, en dénonçant plutôt qu'en énonçant, en acceptant

de travailler sur des objets tels qu'ils sont définis par une partie du monde social parce qu'ils sont accrédités par des forces sociales progressistes (la critique du sens commun et des « faux problèmes » se cantonnant dans la critique adressée aux « adversaires » : patronat, État, médias, syndicats réformistes, etc.), et ainsi de suite. De petits glissements en petites accommodations, le chercheur engagé peut avoir du mal, en fin de compte, à maintenir les règles de l'art qui sont, à un moment ou à un autre, fatalement en contradiction avec ses pulsions ou ses convictions politiques.

De même, on ne peut laisser croire que la conjugaison des temps de la science et de l'engagement est une opération qui s'effectue dans l'harmonie la plus parfaite. Il y a clairement – et tous ceux qui l'ont vécu ou le vivent encore peuvent en témoigner – un conflit d'investissement. Être au sommet de son art (scientifique) suppose de pouvoir lui consacrer un temps important qui n'en laisse plus guère pour le hors-science. C'est d'ailleurs bien ce que rappelait Pierre Bourdieu lorsqu'il affirmait que l'« on n'est sociologue qu'à temps plein » [BOURDIEU P. (2000), *Propos sur le champ politique*, PUL, Lyon, p. 43]. Comment, à ce temps déjà plein, peut se rajouter un autre temps, celui de la collaboration avec des militants afin de mettre en place de nouvelles formes d'action et de lutte ?

Je passerai ici sur le fait qu'il y a quelque naïveté à laisser penser que les « chercheurs compétents » (en général) et les « responsables militants » [BOURDIEU P. (2001), *Contre-feux 2*, Raisons d'agir Éditions, Paris, p. 12], même s'ils se sentent tous « progressistes » et « à gauche », sont forcément proches d'un point de vue idéologique. C'est faire comme s'il était entendu que « le progrès » signifiait la même chose pour tout le monde et comme s'il n'y avait pas de contradictions et d'incompatibilités profondes entre les différents mouvements qui en appellent aujourd'hui, avec la même foi, au progrès de l'humanité.

La vérité est que le temps de l'engagement sérieux est aussi un temps bien rempli et qu'il est difficile de tout cumuler dans une seule vie. Le raisonnement est d'ailleurs tout aussi vrai en partant des militants. Ces derniers ne disposent pas toujours eux-mêmes d'un temps d'« étude » suffisant pour s'approprier avec profit les produits des

travaux savants et l'on a vu nombre de ceux qui se frottaient au monde de la recherche quitter progressivement le militantisme pour goûter aux joies de la réflexion philosophique ou scientifique. Et ce n'est que très abstraitement que l'on évoque ici, faute de temps, les conflits d'investissement entre temps de la science et temps de l'engagement. Car il faudrait, pour être complet, rappeler que les mêmes chercheurs « doivent » aussi du temps dans d'autres espaces sociaux.

De ce point de vue, ce n'est sans doute pas seulement par manque de courage, par mépris des actions politiques ou du fait de conceptions intellectualistes des tâches et de l'action politiques que nombre d'intellectuels réduisent leur intervention publique à la signature de pétitions déjà rédigées par d'autres : c'est d'abord et avant tout par manque de temps, car la signature est l'acte qui, engageant l'autorité scientifique du chercheur et son capital de reconnaissance social, lui coûte le moins de temps et s'accorde le mieux avec le temps plein de son activité scientifique, pédagogique et institutionnelle. On notera ici que nombreuses sont les tâches, propres au métier d'enseignant-chercheur ou de chercheur, lorsqu'on veut organiser au mieux ce petit coin-là de vie sociale qu'est la vie collective des institutions pédagogiques et scientifiques : commissions de recrutement ou de qualification, conseils scientifiques, comités de rédaction, réunions pédagogiques, lectures des travaux des étudiants, évaluations de ces travaux, participations aux attributions de bourses et allocations diverses, etc. Et quand il lui reste du temps pour lire les productions de ses collègues, français et étrangers (de plus en plus nombreux et difficiles à connaître), réaliser des enquêtes, les interpréter et les publier, alors le temps plein est déjà plus que largement rempli.

On comprend, pour les mêmes raisons, que certains chercheurs puissent refuser de participer à cet acte minimaliste d'engagement qu'ils perçoivent comme un geste trop facile pour être honnête : socialement peu efficace, il rapporte un profit symbolique de visibilité publique sans rien coûter ou presque en temps de travail.

La question de l'utilité de la recherche en sciences sociales et de l'engagement est rarement posée de façon aussi précise par les chercheurs en sciences sociales qui

conseillent souvent par ailleurs d'objectiver les pratiques des acteurs qu'ils étudient. Le plus souvent, les problèmes concrets sont éludés et remplacés par de grands discours abstraits et par des positions de principes autour de la (bonne, mauvaise ou fausse) « neutralité axiologique », de l'« engagement » ou du « dés-engagement » des intellectuels. Considéré à ce niveau d'abstraction, le chercheur qui essaie de maintenir contre vents et marées le cap scientifique est d'avance perdant dans la mesure où il apparaîtra toujours plus étriqué et moins héroïque avec son rappel des règles du métier et de la limite des compétences que celui qui lance généreusement (mais totalement gratuitement) l'idée selon laquelle on peut gagner sans difficulté sur les deux tableaux, et que science et engagement sont non seulement compatibles, mais souhaitables pour le bien de la science (qui de toute façon serait, qu'on le veuille ou non, toujours engagée) comme pour l'action sociale ou politique. On aboutit, du même coup, à une défense purement verbaliste de la « science » et de ses valeurs qui n'est bonne ni pour la science, ni pour ceux à qui le chercheur veut apporter son aide. Car mieux vaut un militant à temps plein qui s'est approprié les travaux des sciences sociales qu'un savant qui a partiellement ou complètement cessé dans les faits de l'être pour devenir un intervenant public à mi-temps.

La question qui se pose finalement est celle des fondements de l'engagement ou de l'utilité du chercheur. Au nom de quoi celui-ci peut-il intervenir hors de son champ d'activité (la production de vérités – partielles mais passées par toutes les étapes du contrôle scientifique – sur le monde social) pour modifier le cours du monde ? On pourrait tout d'abord souligner l'arrogance des intellectuels-savants qui pensent parfois être – par leur statut de savant – plus légitimes que d'autres pour intervenir sur des questions sociales et politiques. Faut-il être savant, et reconnu par ses pairs, pour pouvoir légitimement s'indigner de l'extension du travail précaire, des licenciements en masse organisés par des entreprises qui maintiennent par ailleurs leurs profits, du traitement politique réservé aux « sans-papiers », des conditions de logement précaires, du sort fait aux « sans-abri », de la fermeture des petites maternités, des actes de violence racistes, sans parler des génocides ou des actes de torture passés ou présents ? Si les spécialistes du monde social peuvent, parfois mais

pas toujours, posséder des compétences spécifiques pour parler des logiques qui conduisent à telle ou telle situation jugée scandaleuse, ils n'ont pas, en tant que tels, plus de légitimité pour s'indigner et lutter que n'importe quel autre citoyen. Lorsque Max Weber exprime clairement sa préférence pour une République parlementaire en 1918, il ne le fait ni au nom d'une autorité scientifique, ni en évoquant ses compétences scientifiques ou les résultats de ses travaux d'économiste ou de sociologue.

De la réponse apportée à la question du fondement de l'engagement des chercheurs en sciences sociales, dépendront la forme et les limites de celui-ci. Trois grands types de justifications sont généralement proposés :

1) Le chercheur s'autorise à intervenir dans la vie publique sur le modèle de l'intellectuel spécifique [FOUCAULT M. (1976), "La fonction politique de l'intellectuel", *Politique-Hebdo*, 29 novembre-5 décembre, p. 31-33], c'est-à-dire à partir des *compétences spécifiques* qu'il a acquises sur telle ou telle partie du monde social. Cela le conduit en bonne logique à s'abstenir de toute intervention dès lors qu'il ne possède aucune compétence particulière sur le sujet en question ;

2) Le chercheur intervient sur la base d'un *capital de reconnaissance*, d'une sorte de « vedettariat » acquis dans son champ scientifique tout d'abord, puis dans les médias. En pareil cas, il ne fait que mettre son poids symbolique dans la balance, indépendamment de ses compétences, comme peuvent le faire des vedettes de cinéma, des chanteurs ou des sportifs qui souhaitent défendre une cause, soutenir une action, une personnalité politique... ;

3) Le chercheur peut s'engager, enfin, au nom de *valeurs universelles* (« désintéressement », « probité », « vérité »... [BOURDIEU P. (2001), *Contre-feux 2*, Raisons d'agir Éditions, Paris, p. 33-34]) dont les producteurs culturels en général, les scientifiques en particulier, sont censés être les porteurs privilégiés.

Or, **1)** sachant que le capital de reconnaissance sociale n'est pas propre aux savants et que ceux-ci ne sont pas non plus les mieux dotés en la matière (mieux vaut, de ce

point de vue, avoir le soutien d'un grand chanteur ou d'un groupe de rock mondialement connu que d'un chercheur en sciences sociales),

2) sachant par ailleurs qu'on peut raisonnablement émettre quelques doutes sur ces valeurs universelles auxquelles les intellectuels seraient plus particulièrement attachés (pourquoi en ce cas ne pas évoquer aussi les valeurs tout aussi nobles de « solidarité » dont ont été souvent porteurs les mouvements ouvriers ? Une sociologie un tant soit peu lucide des savants conduirait à beaucoup plus de nuances dans ce genre de tableau très idéalisé : le champ des sciences sociales est autant un champ de batailles où s'observent mesquineries, absence totale de solidarité, individualisme, violences, esprit de vengeance, volonté de vaincre par tous les moyens, etc., liés à une situation de forte concurrence et d'incertitude sur les moyens d'y parvenir, qu'un champ porteur de valeurs universelles... On pourrait dire plus justement que c'est *malgré* de tels comportements qu'un peu de vérité parvient tout de même à être produite sur le monde social.),

3) il paraît évident que les raisons de l'engagement des savants et leur *utilité spécifique* dans les sociétés démocratiques sont liées à leurs compétences scientifiques.

Reste donc à penser, le plus correctement et le plus lucidement possible, les voies concrètes par lesquelles les chercheurs en sciences sociales peuvent, sans tuer ou affaiblir le scientifique qui est en eux, contribuer utilement à la réflexion et à l'action publique. Vaste programme.